

# 82% des top managers wallons étiquetés PS ou cdH

● La politisation de l'administration publique wallonne est régulièrement dénoncée. Du changement avait été promis lors du précédent gouvernement PS-cdH-Ecolo. Aujourd'hui, force est de constater qu'il n'en est rien. Il n'y aura pas de révolution dans la désignation des hauts fonctionnaires en Wallonie. PS et cdH continuent à s'approprier la grande majorité des postes. Et alors que le Gouvernement vient de désigner plusieurs directeurs du SPW et d'OIP, le MR, par la voix de son chef de groupe Pierre-Yves Jeholet, dénonce.

Les adeptes de la bonne gouvernance et de l'éthique repasseront. Car c'est désormais un fait certain : il n'y a pas eu de révolution, ni même une esquisse de révolte, dans la désignation des top managers et autres hauts fonctionnaires wallons. Au final, les mandataires sortants évalués très favorablement par le Gouvernement remplissent de facto s'ils le souhaitent. Ceux évalués « seulement »

favorablement peuvent aussi poursuivre leur mission, sur décision de ce même Gouvernement wallon. Peu de place, dès lors, pour des épreuves « objectives », histoire d'éviter les catapultages politiques. Et alors que le Gouvernement wallon vient de nommer officielle-

plusieurs hauts responsables, le MR fait les comptes. Et dénonce une « politisation totale » de l'administration wallonne, chiffres à l'appui. Ainsi, le chef de groupe des libéraux au Parlement wallon, Pierre-Yves Jeholet, a fait son cadastre après la désignation par le Gouvernement de 10 directeurs le 30 avril dernier, en répertoriant 43 fonctions de haute responsabilité. Sur ces 43 postes, 25 sont aux mains du PS (personnes

membres ou étiquetées), 7 au cdH, 3 au MR et deux chez Écolo (4 postes sont encore à pourvoir, deux autres personnes sont non-étiquetées politiquement, NDLR). En retirant les postes non-attribués, on arrive au ratio suivant : 64 % aux socialistes, 18 aux centristes, 5 pour les Verts et 7,7 % chez les libéraux.

#### D'ANCIENS « CABINETARDS »

Le député-bourgmestre de Herve dénonce : « Rien n'est mis en place pour lancer un signal de dépolitisa-

tion de l'administration wallonne. Je ne fais aucun procès d'intention aux personnes désignées. Par contre, je fais le procès du Gouvernement qui a avalisé et mis en place cette manière de faire. Ici, on ne peut pas dire que ce sont simplement des personnes qui ont des convictions politiques. Non, ce sont des gens qui ont milité, notamment en travaillant au sein de cabinets ministériels. » L'intéressé interpellera d'ailleurs le ministre de tutelle, Christophe Lacroix, à ce sujet lundi au Parlement.

Ainsi, la patronne de l'administration wallonne, Sylvie Marique, n'est autre qu'une ancienne cheffe de cabinet de l'ex-ministre socialiste Philippe Courard. Étienne Willame fut chef de cabinet de feu Michel Daerden. Bieuc Quevy a travaillé aussi bien pour Lutgen que Di Antonio. Ce ne sont là que quelques exemples.

Plus surprenant encore, parmi les directeurs généraux du Service public de Wallonie, tous n'ont pas suivi la formation de l'école d'administration publique wallonne. Cette dernière doit théoriquement garantir l'excellence des futurs mandataires publics wallons. Or, avoir suivi la formation n'était pas

une condition exigée par le Gouvernement wallon en vue de postuler aux postes de directeurs généraux du SPW.

Rappelons quand même que les dites formations ont coûté 1,5 million d'euros, soit 10.000 euros par candidat, entièrement financées par les deniers publics wallons... pour des personnes qui, in fine, ne travaillent même pas toutes pour la Région.

Pire, dans les OIP (Organismes d'intérêt public), des personnes ayant réussi à la fois la formation de l'école d'administration publique wallonne et les tests du Selor n'ont pas été retenues. Ainsi, à l'APAQW (Promotion de l'agriculture de qualité), le Gouvernement n'a pas retenu l'unique candidate, qui avait pourtant réussi les deux tests précités.

Difficile de voir donc là-dedans une désignation objective, sans influence de la couleur politique du candidat.

Clairement, PS et cdH, les partenaires de Gouvernement, gardent la main mise sur l'administration wallonne. ■

GASPARD GROSJEAN

## RÉACTION

# « Où est l'objectivité ? »

## Pierre-Yves JEHOLET

CHEF DE GROUPE MR AU PARLEMENT WALLON

**Bourgmestre de Herve et chef de groupe MR au Parlement wallon, Pierre-Yves Jeholet dénonce la politisation des hauts cadres de l'administration wallonne. Et déplore la méthode de désignation de l'actuel exécutif.**

**PS-cdH qui trustent les hauts postes de l'administration wallonne, ce n'est pas neuf en soi.**

Non, mais le Gouvernement vient à peine, il y a quelques jours, de désigner les nouveaux directeurs du Service public de Wallonie et des Organismes d'intérêt public et on aurait pu espérer du changement. On met en

avant la bonne gouvernance, la transparence, la dépolitisation... Mais ce gouvernement PS-cdH reste sur ses bonnes vieilles pratiques de partage du pouvoir. Regardez les chiffres : 80 % des postes clés, si l'on se base sur les dernières nominations, leur reviennent.

**Vous dénoncez la méthode ?**

Bien sûr ! Ce n'est pas aux personnes qui occupent ces postes clés que je fais un procès, mais bien au gouvernement PS-cdH. Est-ce que vous vous rendez compte que les candidats qui étaient déjà en place et souhaitaient poursuivre leur mission ont été évalués par ce gouvernement pour le travail accompli lors de la précédente législature, où PS et cdH étaient déjà au

pouvoir. Mais où est l'objectivité ? On évalue très favorablement ou favorablement des gens qu'on a soi-même mis en place.

**Vous dites ça parce que le MR est sous-représenté par rapport à son poids politique ?**

Nous avons eu durant cinq ans cette compétence en Wallonie, via Charles Michel. On n'a pas repeint l'administration en bleu, contrairement à ce que croyaient certains. Ce qu'on veut, c'est de la transparence. Je ne suis pas en train de dire « on n'a pas assez de directeurs MR dans l'administration, il en faut plus ! ». Du tout. Je veux de la transpa-

## DU POUVOIR »

rence, de la bonne gouvernance.

### Comment ?

Un exemple : l'école d'administration publique. On l'a lancée pour former l'élite de

l'administration wallonne. Trente personnes ont obtenu le certificat. Cela a coûté à la Wallonie 1,5 million d'euros. Or, dans les nouveaux directeurs nommés au SPW, par exemple, plusieurs n'ont pas suivi cette formation ! Pire, le Gouvernement ne l'exigeait même pas pour ces postes, alors qu'il le fait pour des postes moindres. ■

■ « PS ET CDH RESTENT SUR LES VIEILLES PRATIQUES DE PARTAGE

## LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

## « Le MR a désinvesti le secteur public pour le privé »

Ministre de la Fonction publique, Christophe Lacroix souligne que le système de désignation des hauts fonctionnaires wallons a déjà été réformé. *« Désormais, les directeurs du SPW et des OIP sont nommés pour 5 ans par le Gouvernement. Ils ont une mission claire qui leur a été confiée par l'exécutif régional. Après, c'est au prochain gouvernement de se positionner quant aux personnes en place. Avant, les personnes restaient en place 15-20 ans, jusqu'à leur pension. Ici, on est dans le cadre d'un CDD »*, détaille l'intéressé.

Le Liégeois défend un « saut qualitatif » : *« Le MR a désinvesti la fonction publique au profit du privé depuis longtemps, c'est son choix. Pour nous, il y a dans ces désignations un saut qualitatif, elles sont faites sur base de critères, de formations, avec des cotes et des motivations. Pour moi, ce n'est pas pire qu'avant. »*




Le ministre confirme par contre la non-nécessité pour certains candidats aux postes les plus importants, notam-

ment aux directions du SPW, d'obtenir le Certificat de l'École d'administration publique wallonne. *« Je pense que nous allons devoir revoir le fonctionnement de cette formation, notamment sur le plan budgétaire car c'est payé par la Wallonie, pour des gens qui n'y travaillent pas nécessairement. De plus, certains réussissent par exemple le Selor; mais pas l'école d'administration »*, ajoute le socialiste.

Difficile en effet de voir l'intérêt d'une telle formation si même le Gouvernement n'exige pas de l'avoir réussie afin de postuler à un poste clé au sien de l'administration... ■

G.G.

## Sur 39 des plus hauts postes de l'administration, 25 vont au PS, 7 au cdH

-  Service public de Wallonie
-  OIP (Organismes d'intérêt public)
-  Postes qui sortiront du régime des mandats (occupés par des ad interim)